



Direction des travaux publics et des transports
du canton de Berne
Office des Immeubles et des constructions

Reiterstrasse 11
3011 Bern

Contrat de mandataire

N° d'affaire: 18.0472 18.0472-01/2-291
CFC / Type de travail: 291 / Architecte **Contrat de mandataire**
BE_GID: 144421 Procédure ouverte et sélective
Date: 28.10.2020 Services
Direction du projet OIC: Daniel Maradan / BPM-Si

Vauffelin, Kantonsstrasse 127, BFH, Assainissement et extension Architecte

N° de contrat:
N° d'avenant:
N° d'adjudication:
Date d'adjudication:
☐ Exemple pour le mandant
☐ Exemple pour le mandataire
☒ Projet

Rémunération totale indiquée au chiffre 4.1 / 4.2

CHF Fehler! Bild-
Zeichenfolge enthält
ungleiche
Anführungszeichen.
(hors TVA)
Rabais: 0.00%

CHF Fehler! Bild-
Zeichenfolge enthält
ungleiche
Anführungszeichen.
(TVA comprise)
Escompte: 0.00%

Droit au renchérissement: Non

conclu entre

Canton de Berne

agissant par

Office des immeubles et des constructions

appelé ci-après

mandant

et

☒ l'entreprise
adresse
numéro de TVA / IBAN

☐ la communauté de mandataires (société simple) comprenant:

1. Entreprise chef de file:

2.

adresse / domicile de notification

numéro de TVA / IBAN

.....

sans fonction de mandataire général

☐ faisant appel aux sous-mandataires suivants:

1.

2.

appelée ci-après

mandataire

1.1 Définition du projet

1.1.1 Situation initiale

Le département Technique automobile de la BFH exploite des laboratoires et des salles de cours sur le site de Vauffelin. Ce site sera utilisé à long terme, indépendamment de la réalisation du campus de Bienne. Une étroite coopération avec le Dynamic Test Center (DTC - société spin-off de l'EPF) est en place sur le site. La parcelle 386 à Vauffelin (commune de La Sauge) est la propriété du canton et comprend plusieurs parties de bâtiment. Les parties de bâtiment Extension 1, Ancienne halle et Extension 2a sont la propriété du canton. Le DTC a construit les autres bâtiments sur la parcelle en vertu du droit de superficie.

1.1.2 Mandat du projet

Mise en œuvre des mesures de remise en état et de rénovation énumérées ci-dessous dans le domaine de l'aménagement du site et des installations du bâtiment:

1. Ajout d'un étage
2. Rehaussement de l'ascenseur existant
3. Modification de la situation d'accès
4. Création de WC (femmes + personnes handicapées), rénovation de WC (hommes)
5. Assainissement parasismique de la structure porteuse existante
6. Assainissement du réseau d'égouts existant
7. Remise en état de la conduite d'eau fraîche enterrée existante
8. Mise à niveau et remise en état de toutes les installations de protection contre l'incendie et des installations associées
9. Assainissement du système de chauffage existant et installation d'un nouveau système de chauffage (pellets)
10. Installation d'une nouvelle installation photovoltaïque
11. Assainissement des polluants dans les locaux existants compris dans le périmètre du projet (amiante et PCB)
12. Mise à niveau et extension de la sécurité d'accès dans les locaux existants compris dans le périmètre du projet
13. Certification Minergie

1.1.3 Objectifs et exigences du projet

Mise en œuvre uniforme de la gestion globale du projet et des activités dans les deux langues (allemand / français DE/FR) pour les mesures de remise en état et de rénovation nécessaires dans le domaine de l'aménagement du site et des installations du bâtiment afin de garantir une exploitation durable des bâtiments pour les 15 à 20 prochaines années.

Les principaux objectifs et exigences du projet ainsi que les diverses directives du projet sont décrites en détail dans le manuel du projet MP, version 0.1 du 28 septembre 2020 et les annexes qui l'accompagnent, ainsi que dans le cahier des charges du projet CCP, version 0.1 du 28 septembre 2020.

Dans le cadre de son mandat, le mandataire veillera de manière active et proactive à ce que les objectifs du projet décrits soient atteints dans les deux langues.

1.2 Etendue des prestations du mandataire au sein du projet

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments:

1.2.1 Prestations ordinaires

Le mandataire fournit l'ensemble des services de planification des phases SIA 3 à 5 (CFC 291), essentiellement dans les deux langues (DE/FR), conformément au règlement SIA 102 édition 2020, 1^{re} version de janvier 2020, resp. selon la norme SIA 112/2014, qui sont nécessaires pour l'étude de projet et la réalisation du projet décrit ci-dessus selon l'appel d'offres du mandant du 12. novembre 2020 (publication simap), resp. le manuel de projet détaillé, version 0.1 du 28 septembre 2020.

Le cas échéant, des variantes seront élaborées. Tous les travaux de planification sont coordonnés, programmés et convenus avec les participants au projet avant le début de celui-ci (programme et calendrier détaillé, y compris les étapes de décisions). Optimisation constante des coûts pour toutes les phases, du début jusqu'à la fin du projet.

1.2.2 Autres prestations

Le mandataire

- participe aux réunions de l'EDP, envoie les invitations et prépare les points de l'ordre du jour; établit le procès-verbal; sur invitation, il participe également à d'autres réunions chez le maître d'ouvrage.
- organise et préside les réunions de coordination supplémentaires aussi souvent que nécessaire et en rédige les procès-verbaux, et tient une liste des décisions et des points en suspens.
- prend en charge l'assurance qualité nécessaire et exécute les tâches conformément aux directives du mandant pour la GQP (entre autres les rapports mensuels sur les performances, les coûts et les délais, les chances/risques et les incidents), et met à jour l'analyse des risques au moins une fois par trimestre et met en œuvre les mesures qui y sont définies de manière correcte et efficace.
- assure la gestion des coûts (comptabilité de l'ouvrage) et contrôle toutes les décisions nécessaires au respect des coûts en temps voulu, avec des bases de décision préparées et un délai suffisamment long; tient une liste de décisions avec le calendrier des différentes décisions relatives aux coûts, en tenant compte du processus décisionnel (en concertation avec le mandant) et relie ces coûts au calendrier détaillé et au plan de remise des documents; à cette fin, il convient de présenter rapidement au maître d'ouvrage avant chaque phase les économies de coûts raisonnables et efficaces pour permettre une minimisation et une optimisation judicieuses et durables des coûts.
- prend toutes les décisions nécessaires pour respecter les délais en temps voulu, avec des bases de décision préparées et un délai suffisamment long; à cette fin, il tient une liste de décisions avec le calendrier des différentes décisions, en tenant compte du processus décisionnel (en concertation avec le mandant) et relie ces délais au calendrier détaillé et au plan de remise des documents; si cela s'avère nécessaire et approprié, il organise des échantillonnages ou la visites d'objets de référence.
- élabore des documents pour une présentation facilement compréhensible et appropriée des différents sujets et décisions (par exemple, visualisation / concept de couleur et de matériaux / compilation des caractéristiques techniques, etc.)
- coordonne, en concertation avec la direction du projet d'exploitation, la planification des équipements spécifiques à l'utilisateur, qui seront planifiés et approvisionnés par l'organisation utilisatrice (pour plus de détails, voir le chiffre 1.2.4, Délimitation).
- élabore, en concertation avec la direction du projet d'exploitation, des concepts pour maintenir l'exploitation pendant la durée des travaux de construction et soutient la direction du projet d'exploitation dans sa mise en œuvre (pour plus de détails, voir le chiffre 1.2.4, Délimitation).
- coordonne et gère d'autres interfaces inter-projet avec le projet d'exploitation, par exemple la signalétique, etc.
- soutient le mandant dans l'établissement des demandes de crédit nécessaires et prépare les documents appropriés pour la communication interne et externe.
- vérifie les dossiers d'ouvrages existants (plans et documents) et prépare les documents de planification manquants.

1.2.3 Prestations en matière de documentation

La traçabilité des informations importantes ainsi qu'une documentation bilingue (DE/FR) exhaustive de l'ouvrage (documentation du projet et documentation des installations) doivent être garanties.

La documentation relative à l'achèvement des différentes phases de planification comprend au moins l'état actuel de la planification par phases de tous les corps de métier, la description de la construction pour chaque phase avec des rapports et des documents complémentaires sur des sujets particuliers, le programme d'occupation conformément aux plans, un calcul et un calendrier des coûts par phases ainsi que tous les autres documents pertinents. L'ensemble des documents doit mentionner la version, la date et l'auteur.

Les désignations des plans sont conformes aux exigences de l'OIC.

Les règles détaillées figurent dans le «Mémento pour les auteurs de documentation d'ouvrage» (voir l'annexe au manuel du projet) concernant l'obligation de documentation, l'obligation de conservation, la sécurité des données, la qualité de la documentation et les droits d'auteur.

1.2.4 Délimitation

Les équipements spécifiques à l'utilisateur (équipements d'exploitation spécifiques à l'utilisateur et équipements mobiles tels que les appareils et le mobilier) pour les bureaux et tous les locaux annexes ainsi que les déménagements nécessaires sont financés, planifiés et réalisés/achetés par l'organisation utilisatrice elle-même. Cela n'inclut pas le mobilier fixe et l'équipement standard des locaux à usage commun. La délimitation des coûts est basée sur la directive «Affectation des prestations et du budget – Forme de coopération utilisateur-OIC (LBZ)» du 19 juin 2015, formulaire C.

Les interfaces doivent être précisées par le chef de projet lors de la phase d'avant-projet et consolidées avec le maître d'ouvrage (OIC).

2 Éléments du contrat et ordre de priorité en cas de contradiction

2.1 Liste des éléments du contrat

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

Le présent document.

Les conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017).

Autres éléments du contrat (EC):

EC 1	La soumission du mandant du	
EC 2	L'offre du mandataire du, annexes comprises, révisée selon le procès-verbal du	(annexe)
EC 3	Manuel du projet, version X.X du	(annexe)
EC 4	Cahier des charges du projet, version X.X du	(annexe)
EC 5	Feuille de signatures Exigences Environnement, écologie, installations techniques du bâtiment	(annexe)
EC 6	RL factures	(annexe)
EC 7	FO Mémento pour les auteurs de documentation d'ouvrage	(annexe)
EC 8	.....

2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 («Accords spéciaux»).

3 Prestations du mandataire

3.1 Prestations convenues portant sur les phases partielles

Connaissant le projet qui est à la base du présent contrat (voir chiffres 1.1 et 1.2), le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent document et dans les autres éléments du contrat (prestations ordinaires et prestations à convenir spécifiquement).

3.2 Phases partielles à réaliser

Le présent contrat porte sur les phases partielles suivantes, telles que définies selon l'art. 4 du règlement SIA 102/2014, resp. de la norme SIA 112/2014 Modèle «Etude et conduite de projet»:

Art. 4 Règlement SIA 102/2014 resp. de la norme SIA 112/2014 Modèle "Etude et conduite de projet"	
<input type="checkbox"/>	11 Énoncé des besoins, approche méthodologique
<input type="checkbox"/>	21 Définition du projet de construction, étude de faisabilité
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires
<input checked="" type="checkbox"/>	31 Avant-projet
<input checked="" type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage
<input checked="" type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation
<input checked="" type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input checked="" type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage
<input checked="" type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement

Par la signature du contrat, seule la réalisation des phases partielles suivantes **est autorisée**:

Art. 4 Règlement SIA 102/2014 resp. de la norme SIA 112/2014 Modèle "Etude et conduite de projet"	
<input type="checkbox"/>	11 Énoncé des besoins, approche méthodologique
<input type="checkbox"/>	21 Définition du projet de construction, étude de faisabilité
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires
<input checked="" type="checkbox"/>	31 Avant-projet
<input type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage
<input type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation
<input type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution
<input type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage
<input type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement

La réalisation des phases partielles restantes est soumise à l'autorisation écrite du chef de projet du mandant nommé dans le présent contrat. Le mandant se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines phases

partielles. La question de l'indemnisation est réglée au chiffre 18 des conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017).

3.3 Degré de précision dans les indications sur les coûts du mandataire

Dans ses indications sur les coûts, le mandataire respecte le degré de précision suivant:

- Avant-projet +/- 15%
- Projet de l'ouvrage +/- 10%

3.4 Direction générale du projet

Le mandataire reprend la direction générale du projet pour les prestations de l'ensemble des phases concernées, au sens de l'art. 3.4 du règlement concernant les prestations et honoraires de la SIA.

4 Rémunération

4.1 Rémunération à prix fermes

- ☐ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire du _____, révisée selon le procès-verbal du
☐

Rémunération brute à prix fermes, frais accessoires non compris	CHF	.....
.....	CHF	.....
.....	CHF	.....
.....	CHF	.....
./.. Rabais 0.00%	CHF	0.00
Total intermédiaire	CHF	0.00
Frais accessoires 0.00%	CHF	0.00
Frais accessoires	CHF	.....
./.. Escompte 0.00%	CHF	0.00
Rémunération nette convenue (différence d'arrondi: CHF	CHF	0.00
TVA au taux de 7.70%	CHF	0.00
Rémunération totale, TVA comprise (différence d'arrondi: CHF	CHF	0.00

Prix global (variations de prix non comprises)
.....

4.2 Rémunération d'après le temps employé

- ☒ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire du _____, révisée selon le procès-verbal du
☐

- ☐ Rémunération fondée sur les taux horaires ci-après (hors TVA):

Catégorie A: architecte / ingénieur en chef	CHF	.....
Catégorie B: architecte / ingénieur dirigeant, directeur général des travaux	CHF	.....
Catégorie C: architecte, ingénieur, directeur des travaux	CHF	.....
Catégorie D: technicien	CHF	.....
Catégorie E: dessinateur, adjoint au directeur des travaux	CHF	.....
Catégorie F: auxiliaires	CHF	.....
.....	CHF	.....

Rémunération convenue **CHF**

avec plafond des coûts
.....

- ☐ Rémunération fondée sur le taux horaire moyen suivant (hors TVA),
valable pour tous les collaborateurs du mandataire: **CHF**

Rémunération convenue **CHF**

avec plafond des coûts

La base utilisée est la «feuille d'offre pour les montants des honoraires» de l'appel d'offres aux mandataires. L'offre repose sur les coûts de l'ouvrage estimés selon l'appel d'offres du 12.11.2020.

La phase 31 (VP) sera rémunérée CHF - - - hors TVA avec un plafond des coûts. La phase 31 ne sera pas ajustée rétroactivement et sera rémunérée en supplément. Les paramètres d'évaluation proposés pour la détermination des honoraires restent fixes jusqu'à la fin du mandat.

Une fois l'avant-projet définitif soumis et lorsque la phase partielle 31 de l'avant-projet aura été achevée et approuvée, les honoraires seront vérifiés et le plafond des coûts pour la phase partielle 32 suivante du projet de l'ouvrage sera ajusté si nécessaire, mais sans rétroactivité.

Une fois le projet de l'ouvrage définitif établi et après l'achèvement et l'approbation de la phase partielle 32 du projet de l'ouvrage, les honoraires seront vérifiés et le plafond des coûts des phases partielles suivantes sera ajusté si nécessaire, mais sans rétroactivité. Les honoraires s'appliquent après l'achèvement de la phase partielle 32 du projet de l'ouvrage jusqu'à la fin de la construction de l'ouvrage. Le mandant se réserve le droit de forfaitiser l'offre après avoir consulté le mandataire.

Les éventuelles prestations supplémentaires nécessaires seront définies dans le cadre de la phase 31 et devront être proposées par le gestionnaire global en sus des paramètres définis plus haut. Les prestations seront autorisées par l'OIC.

L'approbation du crédit par l'organisme financièrement compétent reste réservée.

Rémunération brute fondée sur le temps employé, frais accessoires non compris	CHF	Erreur ! La chaîne de l'image contient des guillemets qui ne correspondent pas.
./.. 0.00%	CHF	0.00
Total intermédiaire	CHF	0.00
./.. Rabais 0.00%	CHF	0.00
Frais accessoires 0.00%	CHF	0.00
Frais accessoires	CHF	.....
./.. Escompte 0.00%	CHF	0.00
Rémunération nette convenue (différence d'arrondi: CHF	CHF	0.00
TVA au taux de 7.70%	CHF	0.00
Rémunération totale, TVA comprise (différence d'arrondi: CHF	CHF	0.00

4.3 Frais accessoires

☒ Frais accessoires usuels:

Sont compris dans la rémunération convenue au chiffre 4.1 / 4.2 les frais accessoires du mandataire, tels que les frais de photocopie, de téléphone, de fax, de port, d'assurance, d'hébergement ou encore les frais liés aux repas pris à l'extérieur, aux moyens et au temps de déplacement, à l'infrastructure informatique et aux bureaux de chantier.

Les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, des plans et des autres documents (tels que brochures, rapports, etc.) qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés par le mandant sont remboursés au mandataire à hauteur des dépenses prouvées.

☐ Remboursement selon les modalités convenues dans l'accord séparé du

4.4 Variations de prix dues au renchérissement

☐ Les adaptations de prix dues au renchérissement sont calculées selon la version actuelle au moment de la conclusion du contrat de la norme SIA 126 «Variations de prix: Procédure selon la méthode paramétrique des prestations de mandataire».

☐ L'adaptation de prix due au renchérissement s'effectue de la façon suivante:

☒ Il n'y a pas d'adaptation de prix due au renchérissement:

4.5 Rémunération des prestations encore à préciser

4.5.1 Description des prestations encore à préciser:

4.5.2 Rémunération:

Selon le chiffre 9.3 des conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB, édition 2017.

5 Modalités financières

5.1 Modalités de paiement

La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

- ☒ Le mandataire a droit à des acomptes s'élevant à 90% du prix des prestations fournies.
- ☐ Rémunération fondée sur le plan de paiement (selon l'état d'avancement de la planification, resp. des travaux) du

Le versement final n'est exigible qu'après remise de la documentation complète de l'ouvrage exécuté et du décompte final approuvé.

5.2 Facturation et paiement

Il convient d'indiquer l'adresse suivante comme adresse de facturation:

Direction des travaux publics et des transports du canton de Berne
SG / Finances et comptabilité
Office des immeubles et des constructions
[Nom du chef de projet OIC]
Reiterstrasse 11
3013 Berne

Les factures, comportant mention du numéro d'affaire, de la désignation d'affaire et du numéro de contrat/d'avenant conformément à la page 1 de ce contrat, du numéro de T.V.A. de l'entrepreneur et du montant de la T.V.A., qui doit être présenté séparément, doivent être envoyées en un exemplaire à l'adresse suivante:

Direction des travaux publics et des transports du canton de Berne
SG / Finances et comptabilité
Office des immeubles et des constructions
[Nom du chef de projet OIC]
Reiterstrasse 11
3013 Berne

Les factures doivent être établies selon les Instructions de la Direction des finances et de l'Administration des finances concernant le pilotage des finances et des prestations (IFP), article 43 (cf. Annexe Aide-mémoire Factures).

Si ces conditions ne sont pas respectées, les factures sont renvoyées pour correction et le cas échéant complément de documentation. Les montants de la facture concernant les points critiqués ne sont pas exigibles avant la présentation d'une demande d'acompte établie en bonne et due forme.

5.3 Délais de paiement

Le mandant paie les montants échus dans un délai de 45 jours. Les décomptes finaux sont crédités dans les 30 jours à compter du résultat du contrôle.

Les dispositions relatives au décompte final figurant au chiffre 9.5 des conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017) sont réservées.

5.4 Lieu de paiement

Le mandant vire les montants échus à la (nom de la banque) à lieu.

IBAN: Numéro de compte:

6 Délais

6.1 Phases d'étude du projet et d'appel d'offres (phases partielles SIA 31 à 41)

Délai:	Activité:
– – - Juin 2021	Remise d'achèvement de phase Avant-projet (phase 31)
– - Août 2021	Achèvement de phase Avant-projet approuvé
– - Janvier 2022	Remise d'achèvement de phase Projet de l'ouvrage (phase 32)
– - Mars 2022	Achèvement de phase Projet de l'ouvrage approuvé
– - Juillet 2022	Proposition de coûts DP (direction de la planification/réalisation = chef de projet) disponible
– - Septembre 2022	AGC crédit d'exécution approuvé (session d'automne 2022)
– - Août 2022	Procédure de demande d'autorisation disponible (phase 33)
– - Avril 2022	Début des appels d'offres (phase 41)
– - Août 2022	Remise d'achèvement de phase Appels d'offres (phase 41)
– - Septembre 2022	Achèvement de phase Appels d'offres approuvé

6.2 Phase de réalisation (phases partielles SIA 51 à 53)

Le programme de remise des plans convenu s'applique.

Délai:	Activité:
– – - Mars 2023	Planification de l'exécution (phase 51)
– - Août 2023	Finalisation de la planification de l'exécution (phase 51)
– - Juillet 2023	Début de la réalisation
– - Mai 2024	Mise en service, achèvement
– - Décembre 2024	Projet décompté

7 Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

Du côté du mandant

Daniel Maradan / BPM-Si

Office des immeubles et des constructions, Reiterstrasse 11, 3011 Berne

Courriel:

Téléphone:

Du côté du mandataire

Nom et adresse

Courriel:

Téléphone:

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

8 Assurances

Le mandataire / la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle suivante (couverture minimum CHF 10 mio.), valable pendant la durée du mandat. Il / elle garantit qu'il / elle maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il / elle présentera au mandant, sur sa demande, les attestations d'assurance valables correspondantes:

8.1 Assurance de base

- | | | | |
|--|-----|---------------|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages corporels et dommages matériels | CHF | 10'000'000.00 | par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.) |
|--|-----|---------------|--|

8.2 Assurances complémentaires

- | | | | |
|---|-----|--------------|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages à l'ouvrage | CHF | 5'000'000.00 | par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages purement économiques | CHF | 5'000'000.00 | par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages causés aux installations | CHF | 5'000'000.00 | par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.) |
| <input type="checkbox"/> Protection juridique en cas de procédure pénale | CHF | ..... | par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.) |
| <input type="checkbox"/> Autres dommages | CHF | ..... | par sinistre / garantie unique (CHF x millions min.) |
| <input type="checkbox"/> Le mandataire déclare être assuré en outre contre les risques spécifiques au projet suivants:
- | | | |

Compagnie d'assurances:

Numéro de police:

Franchise par sinistre:

CHF
(à indiquer par le mandataire)

9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions prévues par les conventions collectives de travail étendues. Il confirme en outre qu'il continuera à effectuer ces paiements durant toute la durée du contrat.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il est tenu de les obliger par écrit à respecter eux aussi les principes susmentionnés.

Les soumissionnaires notent qu'en cas de fausses déclarations ou de non-respect des principes susmentionnés, les adjudicateurs peuvent:

- a) à tout moment révoquer la décision d'adjudication et annuler le contrat avant l'échéance pour des motifs importants,
- b) exiger le paiement d'une peine conventionnelle s'élevant à cinq pour cent du montant total du marché conclu et/ou
- c) exclure le soumissionnaire n'ayant pas respecté les dispositions susmentionnées des procédures d'adjudication futures pour une durée maximale de cinq ans.

10 Accords spéciaux

10.1 Dérogation et compléments aux conditions générales

En dérogation et complément aux conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017), il est convenu de ce qui suit:

10.2 Autres accords spéciaux

En outre, les parties concluent les accords spéciaux suivants:

Le mandataire est chargé de vérifier les factures des entreprises et de les transmettre au mandant dans les délais spécifiés ci-dessous.

1. En cas de plans de paiement contractuels, d'acomptes fondés sur l'avancement estimé des prestations, d'acomptes fondés sur les prestations effectivement exécutées dans le cadre d'un contrat à prix unitaires, de factures de régie et de factures de variations de prix, le délai de vérification et de transmission des factures établies en bonne et due forme est de 10 jours au plus à compter du jour où celles-ci parviennent au mandataire.
2. Le délai de vérification et de transmission des décomptes finaux établis en bonne et due forme est de 30 jours au plus à compter du jour où ceux-ci parviennent au mandataire.

Si le mandataire ne respecte pas ces délais, le mandant se réserve le droit de lui facturer les intérêts moratoires exigés par l'entreprise ou de les déduire de sa créance d'honoraires.

A la fin de chaque phase, le mandataire est tenu de confirmer par écrit à l'adjudicateur le respect des exigences posées contractuellement par ce dernier, des règles architecturales et des prescriptions légales. Toute dérogation à ces exigences ou à ces règles doit être mise en évidence et justifiée.

Construction durable:

Au début des travaux, le mandataire s'engage à obtenir les instructions et directives actuelles du mandant en matière de construction durable à partir du lien ci-dessous et à les mettre en œuvre dans l'étude de projet et la réalisation du projet. Toute ambiguïté doit être spontanément résolue; les écarts dans le projet par rapport aux directives doivent être soumis et justifiés par écrit auprès de la direction de projet pour autorisation par la direction de l'Office.

Documents d'ouvrage du bâtiment:

Ecarts spécifiques au projet et ajouts au mémento pour les auteurs de documentation d'ouvrage:

.....

Clause concernant le dommage causé à un tiers:

Si l'*Haute école spécialisée bernoise, Rectorat et services, Falkenplatz 24, CH-3012 Bern*, en tant que tiers dans l'intérêt duquel le maître d'ouvrage planifie et fait réaliser l'ouvrage, subit un dommage dont l'entrepreneur est à l'origine et pour lequel ce dernier devrait verser des dommages-intérêts, le maître d'ouvrage est le lésé, mais l'entrepreneur est également tenu de verser des dommages-intérêts à la tierce partie.

Le tiers peut faire valoir son droit à des dommages-intérêts directement auprès de l'entrepreneur. Il est également habilité à céder sa prétention au maître de l'ouvrage.

11 Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

12 Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle. Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

13 Droit applicable, litiges et for

Le présent contrat est soumis exclusivement au droit suisse. Les dispositions de la Convention de Vienne (Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980) sont exclues.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles font éventuellement appel à une personne indépendante et compétente, chargée de les concilier. Chaque partie peut aviser l'autre par écrit qu'elle est prête à s'engager dans une procédure de règlement du litige (entretiens directs ou recours à un médiateur). En cas de recours à un médiateur, les parties définissent conjointement avec celui-ci la procédure appropriée et les règles à respecter.

Si les parties ne conviennent pas d'une procédure de règlement du litige ou ne parviennent ni à régler le litige ni à s'entendre sur le choix du médiateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis ou si la médiation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie peut porter le litige devant un tribunal ordinaire.

En cas de litiges découlant du présent contrat, les parties conviennent que le for est au siège du mandant.

14 Expéditions

Le présent contrat est établi en deux exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.

Le mandant:**Office des immeubles et des constructions**

Berne /

Berne /

.....
Daniel Maradan / BPM-Si

Fonction

.....
Nom

Fonction

Les membres signataires de la communauté de mandataires:

- déclarent répondre solidairement de l'exécution du contrat;
- confirment que l'entreprise chef de file représente la communauté de mandataires face au mandant jusqu'à révocation écrite et qu'ils considèrent que toutes les communications adressées à ladite entreprise sont notifiées valablement à la communauté de mandataires;
- confirment que les paiements effectués par le mandant au lieu de paiement indiqué au chiffre 5.4 ont un effet libératoire.

Le mandataire ou les membres de la communauté de mandataires:
.....

Lieu / date

Lieu / date

.....
Nom

Fonction

.....
Nom

Fonction



Conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB

Edition 2017

1 Devoirs de diligence et de fidélité

- 1.1 Le mandataire sert au mieux de ses connaissances les intérêts du mandant, en respectant les règles de l'art généralement reconnues dans sa profession.
- 1.2 Le mandataire évite les conflits avec ses propres intérêts ou avec ceux de tiers.
Il informe le mandant des éventuels sujets de conflit.
- 1.3 Les parties contractantes s'engagent à ne pas offrir à des tiers, directement ou indirectement, quelque avantage que ce soit. Elles s'engagent également à ne pas accepter, directement ou indirectement, de cadeaux pour elles-mêmes ou pour d'autres et à ne pas se faire octroyer ou promettre tout autre avantage.

2 Devoir d'information et de mise en garde du mandataire

- 2.1 Le mandataire informe régulièrement le mandant de l'avancement des travaux et se procure en particulier toutes les informations nécessaires. Il signale immédiatement par écrit tous les faits qui pourraient compromettre la bonne exécution du contrat. Si, en cours d'exécution, il apparaît que des changements toucheront les phases ou les phases partielles à venir, le mandataire le signale immédiatement au mandant par écrit.
- 2.2 Le mandataire informe immédiatement le mandant par écrit des différences entre le volume de travail effectif et le volume de travail convenu ainsi que de tous les facteurs liés à l'évolution des connaissances (par ex. nouveau mode de construction, nouveaux processus de travail ou nouveaux matériaux) qui, pour des raisons techniques ou économiques, peuvent justifier une modification des prestations convenues.
- 2.3 Le mandataire avertit le mandant par écrit des conséquences négatives de ses instructions, en particulier sur les délais, la qualité et les coûts, et le met en garde contre les prescriptions et demandes inadéquates.

3 Communauté de mandataires

- 3.1 Les modifications touchant la taille et la composition de la communauté de mandataires requièrent l'accord exprès du mandant. Les accords conclus entre les membres de la communauté de mandataires concernant la prise en charge des frais communs et la participation aux profits et aux pertes n'ont pas d'effet pour le mandant.
- 3.2 Les membres de la communauté de mandataires déclarent que, si l'un d'entre eux quitte cette dernière, ils maintiendront leur société simple, sous réserve de l'accord du mandant. L'art. 536 CO (prohibition de concurrence) ne s'applique pas.

4 Recours à des tiers

- 4.1 Le recours à des tiers en vue de l'exécution du contrat est soumis à l'approbation écrite préalable du mandant.
- 4.2 Les tiers auxquels le mandataire fait appel sont considérés comme ses auxiliaires au sens de l'art. 101 CO. L'approbation ou la connaissance, par le mandant, du recours à des tiers n'affecte pas la responsabilité du mandataire découlant du contrat ou liée à ce dernier. L'application de l'art. 399 CO est expressément exclue.
- 4.3 En cas de difficultés de paiement du mandataire, de différends graves entre le mandataire et des tiers ou pour d'autres motifs importants, le mandant peut, après avoir entendu les intéressés, consigner le montant dû aux tiers aux frais du mandataire, avec effet libératoire pour ce dernier. Le mandant informe le mandataire par écrit d'une telle consignation.

5 Objet et étendue des pouvoirs de représentation du mandataire

5.1 Principes

En principe, le mandataire n'est pas autorisé à faire à l'égard de tiers des déclarations qui engagent juridiquement le mandant.

Il est cependant habilité à décider de l'attribution de mandats portant sur des prestations ou fournitures uniques et formant un tout qui sont inscrites au devis et dont le prix ne dépasse pas 5000 francs (hors TVA) par cas. Le mandant doit être informé immédiatement de ces commandes.

Les mandats plus importants sont attribués par le mandant. Le mandataire est tenu d'informer immédiatement le mandant des communications et déclarations de tiers (autorités, entreprises, spécialistes, etc.) qui concernent le mandat (par ex. communications relatives aux facteurs définis comme déterminants pour la qualité du projet et aux risques identifiés, communications relatives aux difficultés rencontrées par les partenaires contractuels et aux demandes de tiers en rapport avec ces difficultés, demandes de modification des prix, mises en garde).

5.2 Phase de réalisation

Si les prestations faisant l'objet du mandat comprennent la direction des travaux, le mandataire assume celle-ci conformément aux art. 33 ss de la norme SIA 118 (2013), dans le cadre du contrat passé entre le mandant et les entreprises. Sont exclues des pouvoirs du mandataire les déclarations à portée juridique suivantes, que le mandant se réserve expressément le droit de faire à l'égard des entreprises:

- les modifications du contrat qui ne constituent pas des modifications de commande;
- les modifications de commande déterminantes pour les délais, la qualité et les coûts;
- les déclarations concernant les défauts constatés lors de la réception de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage;
- la reconnaissance finale des métrés et des rapports de régie ainsi que l'approbation du décompte final après sa vérification par la direction des travaux;
- la réclamation et la réalisation de sûretés et de peines conventionnelles.

Le mandataire reprend les présentes dispositions en matière de pouvoirs de représentation dans les contrats d'entreprise qu'il établit.

6 Modifications du contrat

- 6.1 Le mandant peut demander que les prestations convenues soient modifiées.
- 6.2 Les modifications des prestations et les adaptations corrélatives de la rémunération, des délais et d'autres points du contrat définies et convenues par écrit dans un avenant avant la poursuite des travaux. Lorsque les honoraires doivent être adaptés, leur nouveau montant est déterminé sur la base des taux constituant la base de calcul initiale, majorés du renchérissement si une adaptation au renchérissement a été convenue contractuellement.
- 6.3 Le mandant rémunère le mandataire pour les prestations autorisées qui ont été exécutées de manière avérée avant la modification de la commande et que cette modification a rendues inutiles.

7 Personnes-clés

Sous réserve des cas de résiliation du contrat de travail, de maladie ou de décès, les personnes-clés du mandataire, qui sont responsables du projet, ne peuvent être remplacées après la conclusion du contrat qu'avec l'accord du mandant. Une personne-clé ne peut être remplacée dans sa fonction que par une personne ayant les mêmes qualifications.

8 Droit du mandant de donner des instructions

- 8.1 Le mandant est habilité à donner des instructions au mandataire dans le cadre de l'exécution du contrat. Si le mandant déclare par écrit maintenir des instructions contre lesquelles le mandataire l'a mis en garde par écrit, ce dernier ne doit pas répondre envers le mandant des conséquences de ces instructions.
- 8.2 Si, malgré les mises en garde du mandataire, le mandant refuse que les règles de sécurité soient respectées, le mandataire peut, afin de s'exonérer de toute responsabilité à l'égard de tiers, renoncer à son mandat, sans devoir de dommages-intérêts au mandant pour répudiation du contrat en temps inopportun.
- 8.3 Si, à titre exceptionnel, le mandant donne des instructions directement à des tiers, il en informe immédiatement le mandataire par écrit.

9 Rémunération

9.1 Honoraires et frais accessoires

Les prestations (frais accessoires compris) sont généralement facturées par phase partielle. Pour les phases partielles dont la réalisation dure plus de trois mois, il est possible de facturer des acomptes mensuels, en joignant aux factures les relevés des prestations et justificatifs nécessaires.

Pour chaque phase partielle convenue (voir chiffre 3 du contrat), une récapitulation doit être établie deux mois au plus tard après la fourniture de la dernière prestation. Ce document contient une liste contrôlable des prestations fournies et donne au mandant une vue d'ensemble de toutes les factures établies par le mandataire ainsi que des montants acquittés et de ceux qui restent à payer.

9.2 Plafond des coûts

Le dépassement du plafond des coûts convenu est à la charge du mandataire, à moins que le mandant n'ait approuvé par écrit une modification de commande ou que, pour d'autres raisons, il ne soit responsable des coûts supplémentaires.

9.3 Rémunération des prestations non définies de manière définitive

Les prestations qui ne peuvent pas encore être déterminées de façon définitive au moment de la conclusion du contrat sont désignées comme telles dans le contrat. Il s'agit en particulier de prestations à fournir dans les dernières phases ou phases partielles.

Avant que ces prestations ne soient exécutées, le mandant et le mandataire conviennent par écrit dans un avenant, en se fondant sur la base de calcul initiale, de leur nature, de leur étendue, de leur rémunération et de la base de calcul applicable.

9.4 Réduction des honoraires et retenue

En cas de surcoût ou de dépassement des coûts imputable à une faute du mandataire, le mandant se réserve le droit de réduire les honoraires. Le droit du mandant à des dommages-intérêts est réservé.

Si le mandataire est responsable ou coresponsable de défauts importants, le mandant peut procéder à une retenue équivalant au minimum à la somme des coûts estimés de l'élimination des défauts et du montant estimé du dommage. Le mandant ne peut procéder à une retenue si le mandataire constitue une garantie pour cette dernière. Est considérée comme une garantie notamment une attestation écrite par laquelle l'assurance du mandataire s'engage à couvrir les dommages dont ce dernier doit répondre.

9.5 Décompte final du mandataire

Les prestations convenues dans la phase partielle consistant dans la direction des travaux de garantie sont à exclure du décompte final du mandataire. À moins qu'elles ne soient couvertes par une garantie d'exécution à première réquisition, elles doivent faire l'objet de factures séparées qui ne peuvent être établies qu'après la vérification finale au sens de l'art. 177 de la norme SIA 118 (2013) respectivement après la fin des travaux de la phase partielle concernée.

10 Prescriptions de sécurité

- 10.1 Le mandataire respecte les prescriptions de sécurité faisant foi.
- 10.2 Le mandant se réserve le droit de faire interrompre immédiatement les travaux lorsque le mandataire viole gravement ou de manière répétée son obligation de respecter les prescriptions de sécurité.

11 Confidentialité

- 11.1 Le mandant et le mandataire traitent de façon confidentielle tous les faits qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. Ce devoir de confidentialité perdure après l'extinction des rapports contractuels. Sont réservées les obligations légales d'information.
- 11.2 La sauvegarde du secret militaire est régie par les prescriptions correspondantes.

12 Publications

- 12.1 La publication de plans de construction, de descriptifs et de photographies de plans de l'ouvrage et de la construction est soumise à l'accord écrit préalable du mandant. L'art. 27 LDA (liberté de panorama) est réservé. Le mandant ne peut refuser son accord que si des intérêts dignes de protection l'exigent.
- 12.2 Le mandataire a le droit d'être cité en tant qu'auteur dans les publications du mandant ou de tiers relatives à son œuvre.

13 Responsabilité du mandataire

- 13.1 Le mandataire répond des dommages résultant de la violation de ses devoirs de diligence et de fidélité, de l'inobservation ou de la violation de règles de l'art reconnues de sa profession, d'un manque de coordination ou de surveillance, d'une mauvaise estimation des coûts ou d'une mauvaise surveillance de ces derniers (notamment un mauvais contrôle des factures des entreprises) ou de la perte des droits qui découlent des défauts de l'ouvrage et qui sont à faire valoir envers les entreprises chargées de l'exécution des travaux.
- 13.2 Les documents insatisfaisants ou entachés d'erreurs sont refusés par le mandant et doivent être révisés gratuitement.
- 13.3 En ce qui concerne les informations sur les coûts, le mandant peut considérer que le montant total des coûts indiqué est fiable dans les limites du degré de précision spécifié. Si des degrés de précision spécifiques sont à convenir pour certains éléments de coûts, ils doivent être fixés dans le contrat.
- 13.4 Si, malgré une mise en garde du mandataire, le mandant fait appel à un tiers donné, le mandataire répond uniquement, en tant qu'employeur, de l'instruction et de la surveillance adéquates de ce tiers.
- 13.5 Le mandant prend en temps utile toutes les mesures qu'on peut raisonnablement exiger de lui et qui sont appropriées pour prévenir la survenance ou l'aggravation d'un dommage. Si, à titre exceptionnel, il présente directement des réclamations pour malfaçon à un ou plusieurs entrepreneurs ou fournisseurs, il en informera immédiatement le mandataire par écrit.
- 13.6 Si un dommage dont le mandataire doit répondre résulte non seulement du fait du mandataire, mais également du fait de tiers, le mandant fait valoir ses droits envers l'ensemble des auteurs du dommage, de sorte que le mandataire puisse se retourner contre tous les coauteurs du dommage après avoir réparé celui-ci.

14 Interruption des travaux

- 14.1 En cas d'interruption des travaux ordonnée par le mandant, le mandataire n'a pas droit à une rémunération supplémentaire pendant la durée de l'interruption.
- 14.2 Si, par suite de l'interruption des travaux, il est nécessaire, lors de leur reprise, de revoir des données ou d'effectuer d'autres travaux qui n'étaient pas prévus, ces prestations supplémentaires et leur rémunération doivent être convenues par écrit entre les parties avant l'exécution des prestations concernées.

- 14.3 Si l'interruption des travaux lui cause un dommage, le mandataire a droit à la réparation de ce dernier, à condition de prouver que cette interruption est imputable à une violation du contrat par le mandant.

15 Délai de dénonciation des défauts et prescription

- 15.1 Sous réserve du chiffre 15.2, les droits résultant du contrat se prescrivent par 10 ans à compter du fait dommageable. Pour les expertises, le délai de prescription commence à courir le jour de leur livraison.
- 15.2 Les droits résultant des défauts d'un ouvrage se prescrivent par cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage.
- 15.3 Les défauts doivent en principe être invoqués dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte. Cependant, les erreurs de calcul ou les erreurs entachant les plans qui sont à l'origine d'un défaut d'un ouvrage immobilier ou d'une partie d'un ouvrage immobilier peuvent être invoquées par le mandant en tout temps pendant deux ans à compter de la réception de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage concernés. Passé ce délai, elles doivent être invoquées dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte.

16 Droit d'auteur

- 16.1 Le droit d'auteur appartient au mandataire.
- 16.2 Le mandant dispose du droit gratuit, irrévocable et non exclusif d'utiliser librement pour ses propres besoins les résultats du travail du mandataire en vue de l'achèvement du projet. Si le mandant fait usage de ce droit sans égard au mandataire, celui-ci a droit au paiement des honoraires dus à ce moment et reconnus par le mandant. En cas de contestation des honoraires, le mandant doit les consigner ou fournir des sûretés.
- 16.3 Si les circonstances le justifient, le mandant est autorisé à modifier les résultats du travail du mandataire déjà pendant la phase d'étude du projet. Il en va de même en cas de fin anticipée du contrat, à condition que celle-ci ne soit pas imputable au mandant.

17 Transmission et conservation des documents

- 17.1 Le mandataire ou chaque membre de la communauté de travail conserve gratuitement et dans leur état d'origine, durant 10 ans au moins à compter de la fin du contrat, tous les documents qui sont liés au contrat et dont les originaux n'ont pas été remis au mandant (tels que les documents relatifs aux décisions et les documents concernant l'ouvrage réalisé: plans, esquisses, calculs, contrats d'entreprise, commandes, correspondance, décomptes, supports de données, etc.).
- 17.2 Sur demande, le mandataire rend à tout moment compte de sa gestion et remet tous les documents qu'il s'est engagé contractuellement à établir dans le cadre des honoraires convenus.

18 Fin anticipée du contrat

- 18.1 L'art. 377 CO ne s'applique pas.
- 18.2 Les parties peuvent se départir en tout temps du contrat pour de justes motifs, sans devoir d'indemnité. Est considéré comme un juste motif notamment le remplacement d'une personne-clé par le mandataire qui a lieu sans l'accord du mandant ou en dehors des cas réservés au chiffre 7.
- 18.3 Le contrat peut, par ailleurs, être révoqué ou répudié en tout temps par chacune des parties. Les prestations fournies conformément au contrat avant la fin de ce dernier sont payées au mandataire sans majoration des honoraires.
- 18.4 Si une partie résilie le contrat en temps inopportun, elle doit indemniser l'autre partie du dommage prouvé (mais en aucun cas du manque à gagner) sans lui verser de supplément.
- 18.5 Il n'y a pas résiliation en temps inopportun lorsque le comportement d'une partie constitue un motif justifié de résiliation du contrat par l'autre partie.
- 18.6 En outre, la résiliation du contrat par le mandant n'est pas considérée comme intervenant en temps inopportun:
- lorsque les crédits ne sont pas approuvés ou débloqués par l'autorité législative, l'autorité exécutive ou une autre autorité;
 - lorsque des autorisations font défaut;
 - lorsque le mandant n'autorise pas l'exécution de certaines phases;
 - lorsqu'une ou plusieurs personnes-clés du mandataire dont la collaboration est déterminante pour le projet sont remplacées dans leur fonction sans l'accord du mandant ou en dehors des cas réservés au chiffre 7.

19 Signatures

Les conditions générales ci-dessus font partie intégrante du contrat de mandataire du

Lieu et date:

Lieu et date:

.....'

.....'

Le mandant:

Le mandataire:

Daniel Maradan / BPM-Si

.....

.....

.....



Direction des travaux publics et des transports
du canton de Berne
Office des Immeubles et des constructions

Reiterstrasse 11
3011 Bern

Annexes

Récapitulation de la rémunération (brute, hors TVA)

(prestations ordinaires et prestations à convenir spécifiquement)

Honoraires

Phases	Phases partielles	Honoraires
3 Etude du projet	31 Avant-projet	CHF
	32 Projet de l'ouvrage	CHF
	33 Procédure de demande d'autorisation	CHF
4 Appel d'offres	41 Appels d'offres, comparaisons des offres, proposition d'adjudication	CHF
5 Réalisation	51 Projet d'exécution	CHF
	52 Exécution de l'ouvrage	CHF
	53 Mise en service, achèvement	CHF
Total des honoraires		CHF
Frais accessoires selon le point 4.3 Contrat de mandataire		CHF

(à reporter au chiffre 4.1 / 4.2 du contrat de mandataire)